Danièle Obono : « Il faut toujours être dans le mouvement de masse »

Ballast
3 juillet 2017

Entretien inédit pour le site de Ballast

La députée nous a donné rendez-vous dans un café du XIX^e^ arrondissement de Paris, non loin de La Chapelle. En chemin, nous croisons quantité d'affiches la montrant, riant, aux côtés de Jean-Luc Mélenchon dans le cadre des dernières élections législatives. Ancienne bibliothécaire, la militante n'en finit pas d'agiter la presse et les réseaux sociaux : là n'est pas l'objet de cette rencontre. Nous tenions plutôt à revenir sur son parcours, de la Ligue communiste révolutionnaire à La France insoumise, à saisir les fils rouges et les inflexions. Et Danièle Obono, devant un verre de vin blanc, de transformer cet entretien en chaleureuse discussion à bâtons rompus.

Aimé Césaire parlait de la « *colère créatrice* ». Ça vous évoque quoi ?

La colère et la rage du peuple. C'est très beau et inspirant. On peut transformer tout ce qu'on se prend dans la tête, l'humiliation, en une force. Une force de révolte et de construction. La lutte collective naît de la colère : c'est sain. Dans une époque où tout le monde se doit d'être propre sur soi, où il faut s'exprimer gentiment lorsqu'on n'est pas d'accord, une parole qui dérange, une fois organisée, peut bousculer l'ordre établi. Et ouvrir des brèches.

C'est un sentiment qui vous met en mouvement, personnellement ?

Ça dépend des moments. Je me souviens, à Gênes, en 2001, quand Carlo Giuliani s'est fait assassiner. On était là, on se faisait gazer ; j'ai ressenti une colère anarchique à l'endroit des forces de l'ordre, de l'État, de sa violence.

Vous étiez déjà militante, alors. Votre « conscientisation » a-t-elle été progressive ou existe-t-il un point de bascule dans votre parcours ?

C'est progressif. J'ai commencé à militer au lycée, comme beaucoup. La mobilisation de 1995, puis les mobilisations antifascistes contre le Front national. Tu rentres dans une dynamique ; c'est moins une rupture qu'un élan. C'était le temps des mouvements altermondialistes, des Teamsters and Turtles [*l'union des routiers et des écologistes, ndlr*] ; je regardais des vidéos de Seattle, c'était très inspirant. Tu plonges et tu te laisses porter. Le zapatisme était une référence, le sous-commandant Marcos… Mais je le

percevais de manière plus lointaine, ça, de même que la problématique indigène.

Vous vous êtes présentée récemment comme « *bolcho-trotsko-marxiste* » et « *indigène* » !

« La lutte collective naît de la colère : c'est sain. »

J'ai commencé à militer dans les milieux altermondialistes et j'ai rencontré, dans le même temps, des trotskystes. J'ai donc lu Lénine, Marx et Trotsky. C'est ce qui m'a formée politiquement et théoriquement. *(un client du café félicite en passant la nouvelle députée ; elle le remercie)* D'autres lectures viennent ensuite s'ajouter, enrichir, élargir. Je m'amuse à revendiquer ces « ismes » quand on nous dit qu'il n'existe plus d'idéologie.

Pourquoi manque-t-il « anarchiste » ?

Parce que « trotskyste ». (*rires*) Le léninisme a été ma porte d'entrée. Mais les anarchistes sont des alliés.

La prise de parole publique vous est intuitive ?

Une fois que tu as levé la main et qu'on te donne la parole, tu y vas ! Les cadres dans lesquels j'ai été formée m'ont donné confiance. L'effet de groupe joue aussi, sans doute. Mais je n'aime pas trop l'analyse psychologique et individuelle. Être souvent la seule Noire dans une organisation produit une position singulière — tant qu'à être là, autant dire ce qu'on a à dire.

Vous avez reconnu avoir initialement eu des réticences avec l'appellation « France insoumise ». Comment les avez-vous dépassées ?

La stratégie m'a convaincue. Je m'en fiche de l'étiquette, au final : ce qui importe, c'est ce qu'on va faire. Je voulais faire campagne, je ne voulais pas en rester aux commentaires. Je trouvais hallucinant qu'on se laisse embarquer dans les débats du Parti socialiste, ses primaires, qu'il en vienne à donner le la et qu'on perde l'initiative… Il fallait rompre avec ce parti de manière claire, définitive et sans ambiguïté. Et tirer les leçons de l'échec du Front de gauche — pour partie à cause de ce flou, justement. Les bases posées par Jean-Luc Mélenchon et le Parti de gauche, avec « L'humain d'abord », me convenaient.

Stéphane Burlot | Ballast

Vous avez, plus jeune, milité à la LCR puis au NPA. Comment passe-t-on d'un courant ouvertement « révolutionnaire » au « réformisme », disons, de La France insoumise ?

Je me considérais comme une bolchevik sans parti. Je continue à croire à la nécessité d'une révolution, d'un changement radical de système. Je suis une révolutionnaire qui ne croit plus au noyau révolutionnaire qui va agréger les gens dans la foulée d'une grève générale. Ça ne se fera plus autour du noyau et du grand parti de la classe ouvrière. Mais il faut s'organiser. Le NPA est passé à côté du Front de gauche, en 2009. Dès 2005, au moment du Traité constitutionnel européen, je militais pour l'émergence d'une force de ce type, pour la traduction politique de ce « non », des débats. Le NPA changeait sur la forme mais l'appareil de la LCR demeurait le même. On voit rapidement les limites d'un mouvement, même « nouveau », qui se construit autour d'une seule force, qui conserve ses cadres, son appareil, ses manières de penser. Le NPA, en dissolvant la LCR, a perdu en qualité théorique mais n'a gagné qu'en surface : les nouveaux arrivants n'ont pas tardé à repartir… Quand Mélenchon et ses copains ont quitté le PS, de manière très offensive, puis se sont alliés avec le Parti communiste, il se passait quelque chose — mais le NPA continuait de penser qu'il avait la main (qu'il a eue, il est vrai, avec Olivier Besancenot de 2002 à 2009). « De toute façon, ce sont des réformistes », disaient ses militants avec arrogance. « De toute façon, il a été 30 ans au PS. Et puis le PC, ce n'est

pas possible… » Ce sectarisme et cet aveuglement les ont fait rater le coche.

Les travaux d'un des fondateurs et philosophe de la LCR, Daniel Bensaïd, vous nourrissaient ?

Étrangement, non. Mais je viens, à la base, d'un autre courant trotskyste : le Socialist Workers Party, Tony Cliff, les Anglais… « Bensa » était la référence théorique de la LCR mais, à mon arrivée, il était déjà malade, en retrait.

Du trotskysme à Mélenchon, un fil rouge se dégage de votre trajectoire militante : vous croyez à la nécessité de prendre le pouvoir et l'État. Pourquoi n'avoir pas opté pour les « oasis », l'exode, les zones de sécession auto-administrées ?

« Personne n'échappe au pouvoir : on veut changer le monde, pas sa vie. »

Je ne crois pas à l'*escaping.* On ne peut pas faire comme si « ça » n'existait pas. On peut faire son petit truc dans son coin mais ça ne restera jamais qu'une minorité. La masse des gens ne peut pas se le permettre. Personne n'échappe au pouvoir. Ça ne m'a jamais convaincue : on veut changer le monde, pas sa vie. Donc entrer en confrontation avec ce qui le structure, avec les lieux et les centres de pouvoir.

Vieille affaire : le pouvoir s'empare de qui s'en empare. Vous êtes maintenant députée : comment vous prémunir de lui ?

J'ai progressivement été sensibilisée à ces questions, en passant d'un groupuscule trotskyste, sinon pur, très théorique, au Front de gauche. À la démocratie interne, à la manière de nous organiser : nous sommes, nous aussi, imprégnés par ce que produit la société — on n'est pas un îlot de parfait socialisme. Il faut avoir cette exigence démocratique. Plus tu occupes des champs larges, plus tu vois que les choses sont plus complexes et contradictoires que la théorie. Tu ne peux plus édicter ou dire « c'est comme ça qu'il faut faire ». Tu dois t'adapter. Mais bon, il faut toujours être dans le mouvement, c'est-à-dire le mouvement de masse. Si tu as ta boussole — le marxisme —, tu peux avancer car tu as un contenu : ce n'est pas la forme qui compte. Il ne faut pas être rigide sur les formes si l'analyse est claire et tranchante. On doit faire l'Histoire dans des conditions qu'on n'a pas choisies.

Stéphane Burlot | Ballast

La France insoumise a bousculé le schéma classique de la gauche radicale en adoptant le « populisme de gauche ». Vous avez reconnu que vous n'avez jamais lu ses théoriciens, Chantal Mouffe ni Ernesto Laclau. De quelle manière appréhendez-vous cette mutation ?

Le « dégagisme » ne m'a pas touchée par la théorie, en effet, mais par les expériences concrètes du Maghreb. Je n'ai pas lu *L'Ère du peuple* de Mélenchon…

Vous êtes trop honnête : méfiez-vous en interview !

> ***« Si tu n'arrêtes pas de parler de "la gauche" à une personne qui entend "PS", "Hollande" ou "Valls", c'est un dialogue de sourds. »***

(*rires*) « *Fédérer le peuple pour reconstruire la gauche* » : ça m'avait parlé. La question de fond n'est pas ma personne, ni ce que je pense : je vous l'ai dit, je n'ai aucun problème à aligner les « ismes », mais pour les gens, la majorité des gens, ça ne veut rien dire. Et c'est de là qu'il faut partir. Si tu n'arrêtes pas de parler de « la gauche » à une personne qui entend « PS », « Hollande » ou « Valls », c'est un dialogue de sourds. Nous sommes donc parvenus à investir le terme « peuple » des mêmes idéaux. Le signifié est plus important que le signifiant. « Gauche », pour beaucoup, est devenu

toxique. Du temps de la LCR ou des débats au sein des courants unitaires, on en parlait déjà énormément ! « Nous, la gauche, nous, la vraie gauche, nos idées, nos principes »… On réfléchit alors à partir de nous, à nos propres identifications, pas à partir de la réalité vécue. On faisait déjà le constat que les gens en avaient marre de la politique et qu'ils ne comprenaient plus rien mais on continuait à défendre le terme « gauche », quand bien même on savait qu'il avait été dévoyé — et je me battais, moi aussi, à cette époque, pour dire que, oui, nous étions « la vraie gauche ». Je n'ai aucun souci à me dire trotskyste avec les gens pour qui ça a du sens mais, pour plein de personnes, même militantes, 2005 et le TCE, c'est de l'Histoire !

Alors 1917…

(*rires*) Les habitants de ma circonscription n'ont aucune idée de ce que c'est ! Je préfère leur parler de « *l'avenir en commun* ». Là, tu peux créer une adhésion — puis approfondir et te mettre à sortir « néolibéralisme ».

Quand vous dites à *Regards* que vous souhaitez, à l'Assemblée, porter une « *alternative* » plus que « *l'opposition* » : c'est du pinaillage sur les mots ?

Non. Bien sûr, La France insoumise est la seule opposition crédible et cohérente à la politique de Macron. Mais, numériquement, on va se faire plier ! On le sait. S'opposer, c'est fait, ce n'est donc plus l'objectif. On ne veut pas seulement résister mais proposer. D'où la centralité du programme. De sa positivité. D'où nos livrets, très concrets, qui organisent déjà un avenir possible sans être utopiques. Mais vous allez me dire que c'est « réformiste ». (*rires*) Mais c'est fondamental !

Stéphane Burlot | Ballast

Si on vous dit « nous », à quoi renvoie ce pronom ?

À un nous multiple. Celui de La France insoumise, aujourd'hui. Au nous des révolutionnaires. Au nous des Noirs et des Arabes. Tout dépend de qui parle, à quel moment, en quelle situation. C'est une multiplicité en fonction d'espaces plus que d'épaisseurs qu'on empile. J'ai débattu au mois de mai au QG Décolonial : j'avais alors deux nous — celui des alliés de Mélenchon et celui des décoloniaux.

Et le « nous » féministe ?

Le nous afro-féministe, et féministe, aussi, oui. La non-mixité n'existe pas dans la culture trotskyste qui m'a formée, mais je la comprends et y participe désormais.

On avait interviewé la réalisatrice afro-féministe Amandine Gay, justement. Elle nous disait qu'une femme noire politisée est rapidement mise dans des cases, assignée. Vous partagez cette observation ?

« On me dit qu'il n'y a que la lutte des classes : merci, je suis marxiste, mais il existe aussi des différences au sein de la classe. »

Je commence à le ressentir. Même si j'ai toujours été la camarade singulière : une

femme noire dans des organisations majoritairement masculines et blanches. Quand j'avais rejoint la direction du NPA, un copain « racisé », comme on dit, m'avait dit que c'était la première fois qu'une Noire occupait un poste de ce genre dans une organisation politique française comme la nôtre. Mais ça traverse toute la gauche radicale : la CGT, les associations, le PC… Les maires arabes se comptent sur les doigts de la main alors que le PC était au pouvoir pendant des décennies, dans des milliers de communes populaires, y compris dans le 93 ! Je ne me suis pas sentie « assignée » mais j'ai senti qu'il me fallait politiser cette question, que je devais l'assumer. Pas compter les Noirs et les Arabes mais réellement politiser ces enjeux. Pourquoi la gauche radicale — je ne parle pas des traîtres et des vendus du PS —, qui est censée être meilleure que tout le monde, reproduit ces rapports de pouvoir, ces privilèges ? Les militants noirs et arabes, au sein des organisations de gauche, finissent tous par se barrer : tu es un peu la dernière des Mohicans… Les copains des mouvements antiracistes te le disent : « On y est allé, on s'est cassé les dents : tu vas voir. »

Vous aviez écrit dans un article datant de 2015 : « *je suis devenue Noire* ». Le verbe « devenir » et une majuscule à l'adjectif « noire »…

Oui, « Noire » en tant qu'identité politique. Même si tu es une grande gueule, tu te fais sans cesse couper la parole, en tant que femme. Même si tu fais partie de la direction, tu ne dois pas prendre trop de place même si c'est bien que tu sois sur la photo… Je suis donc « nous » et « eux », en même temps ; le « eux » de ceux qui refusent de prendre en compte la problématique identitaire. Je ne viens pas de la tess [*cité, en verlan, ndlr*], du quartier, je ne suis pas une Renoie née en France (je suis arrivée au collège) : je « deviens Noire » quand on ne me renvoie qu'à ça alors que je suis multiple ou qu'on refuse, au contraire, de considérer que cette identité induit une autre expérience, une autre vision des choses. Ou quand on me dit, par exemple, qu'il n'y a *que* la lutte des classes : merci, je suis marxiste, mais il existe aussi des différences au sein de *la* classe. Pourquoi les nier ? Je repense à la polémique autour de la pétition que j'avais signée, en 2012, pour soutenir le droit à la liberté d'expression, celui, pour le groupe de rap ZEP, de dire « Nique la France ». Des copains m'ont dit, il n'y a pas longtemps, que je devrais aller plus loin et dire que je défends le propos en tant que tel, pas seulement la possibilité de le dire. Mais, en réalité, ce n'est pas ma colère. J'ai grandi au Gabon, dans un monde ou presque toute la population est noire. Ma mère est de l'ethnie punu et mon père fang. C'est le schéma de pensée qui a construit mon enfance ; je viens du « tiers monde », je n'ai pas grandi ici, dans une société majoritairement blanche, où tes origines culturelles peuvent être niées. Mon rapport à la France est donc très différent. Je comprends qu'on puisse dire « Nique la France » mais mon regard est décentré. Je n'ai, sans doute pour cette raison, pas commencé à militer sur la question du racisme. J'ai

beaucoup lu l'histoire des mouvements afro-américains et je considère cette grande histoire de la diaspora comme très inspirante, mais je dois bien admettre que ce n'est pas la mienne. Je m'identifie sans m'identifier totalement.

Stéphane Burlot | Ballast

Et *quid* de Karl Marx avec un béret des Black Panthers ?

(*rires*) Ou Rosa Luxemburg et Claudia Jones. Les communistes caribéens, aussi.

Quand les Grandes Gueules de RMC vous ont exhortée à lancer « Vive la France ! », vous avez tiqué.

C'est une injonction. Avec tout ce qu'elle a de paternaliste, de condescendante et de néocoloniale, voire de raciste. Ils me renvoient au Gabon et à l'école de la République : d'une part, elle n'est pas la seule à m'avoir éduquée ; d'autre part, c'est un droit ! Je ne me sens pas redevable. J'ai tout de suite compris la place à laquelle ils voulaient m'assigner, pour le coup. Je devais montrer patte blanche. Mais je n'ai saisi qu'ensuite, après les appels de soutien de Jean-Luc Mélenchon, de Sophia Chikirou ou d'Alexis Corbière, que ça prenait de l'ampleur. Je sais les désaccords d'appréciations qu'il peut exister entre nous sur ces sujets ; ça m'a touchée d'autant plus. Tu n'es pas seule : c'est ce que je retire de cette histoire. Mais les réactions de haine ne m'ont pas touchée plus que ça — je connaissais le fonctionnement de la fachosphère et de Twitter. Il va falloir

qu'ils s'habituent ! Tous les médias appellent ensuite, mais je ne voulais pas en rajouter : on doit répondre sur un autre plan, avec *nos* termes.

D'où votre texte « Ma France insoumise » sur Mediapart.

Voilà.

Mais, quand même : sur les questions de laïcité, vous devez vous sentir isolée au sein des courants Parti de gauche/France insoumise, non ?

> ***« C'est une injonction. Avec tout ce qu'elle a de paternaliste, de condescendante et de néocoloniale, voire de raciste. »***

Cette question traverse toute la gauche. Au NPA, c'était agité, aussi, très dur ! Le voile, l'islamophobie… Je relativise sans doute les différences qui existent entre nous, du coup.

Mélenchon refuse d'employer le mot « islamophobie », justement, estimant qu'il doit être possible de critiquer l'islam autant que le catholicisme. Vous en avez parlé ensemble ?

Non. Mais lorsqu'on a écrit le livret sur le racisme et les discriminations, pour La France insoumise, je n'ai pas employé ce terme. Car je sais qu'il n'est pas partagé. Mais on est extrêmement clairs sur la lutte contre la stigmatisation des musulmans — ce qui revient donc exactement au même. J'emploie ce mot car c'est celui que les premières victimes utilisent, mais, une fois encore, ce n'est pas l'étiquette qui compte.

Ce n'est pas une concession de votre part ?

Non. Car on est d'accord sur les bases de la lutte commune. On est tous laïcs, avec des nuances (je préfère Jean Baubérot à Henri Peña-Ruiz), et on arrive tous au même constat, Mélenchon le premier : il est impossible de transformer la laïcité contre les musulmans. Jean-Luc l'a très bien exprimé face à Marine Le Pen, en dénonçant l'instrumentalisation raciste de « sa » laïcité. Ça me va. On ne va pas solder toutes nos divergences dans un même programme écrit : il s'agit d'abord de faire mouvement.

Stéphane Burlot | Ballast

Vous êtes hostile à la loi de 2004, interdisant — notamment mais principalement — le foulard à l'école ; Jean-Luc Mélenchon et ses proches la défendent. Si Jean-Jacques Bourdin vous colle, demain, un micro sous le nez pour vous demander ce que la députée France insoumise pense de cette loi, vous vous en tirez comment ?

(*elle sourit et marque un silence*) Je ne sais pas. Je dirai que ce n'est pas la position du programme « L'avenir en commun ». C'est vrai que ça me met en porte-à-faux…

Bon courage.

(*rires*) Je vais éviter d'aller chez Bourdin. (*rires*)

Quand Stella Magliani-Belkacem, éditrice à La Fabrique, vous accuse de saborder, à terme, le camp antiraciste et la gauche en acceptant ces compromis, vous l'entendez ?

« Je ne parle pas "au nom de" : je suis une militante antiraciste qui accepte de se battre avec des gens avec lesquels je suis en désaccord. »

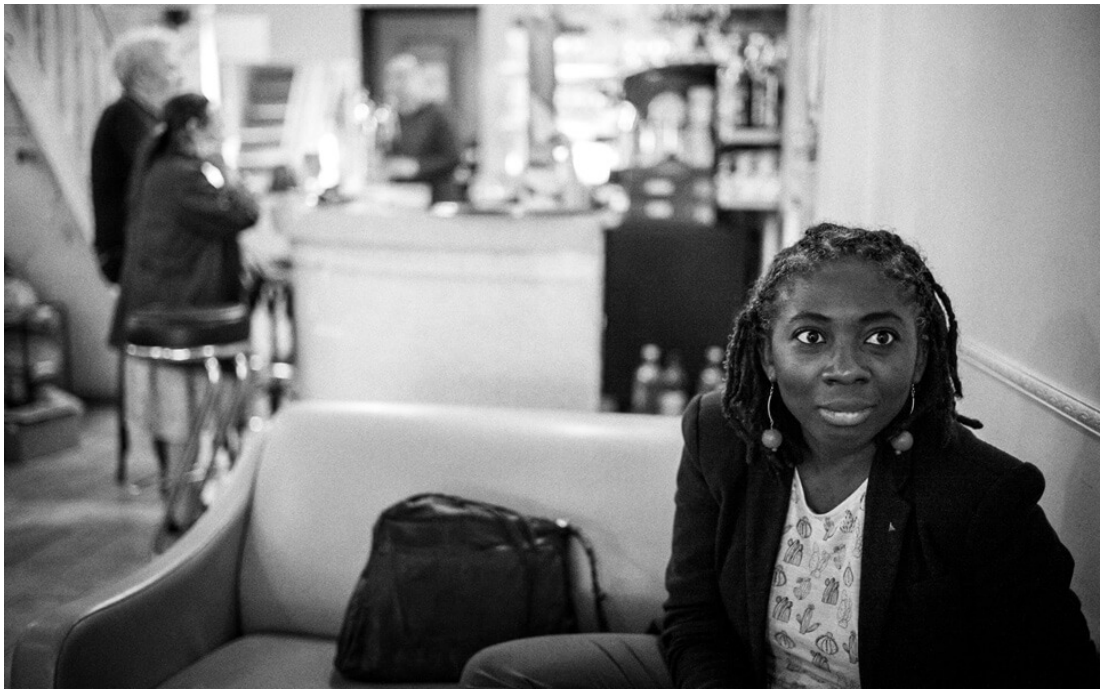
Elle a une position totalement abstraite et dogmatique sur La France insoumise. Comment peut-elle dire que la FI est « *une coquille vide* » ? On peut la critiquer, évidemment, mais une partie de son argumentaire repose sur de la mauvaise foi et de l'aveuglement. Je n'ai jamais prétendu être la porte-parole du mouvement décolonial ; je ne parle pas « au nom de ». Je suis une militante antiraciste qui accepte de se battre avec des gens avec lesquels je suis en désaccord. Et je trouve très bien qu'il existe, dans les espaces antiracistes et féministes, des organisations autonomes ! On doit débattre de nos désaccords, chercher à dépasser la seule confrontation. Je n'ai pas de vision totalisante : le parti ne résout pas tout. La FI ne règle pas l'avenir ni ne solde le passé. La FI ne va pas se présenter comme « afro-féministe », mais ce n'est pas contradictoire. Elle n'a pas d'unité théorique sur chaque sujet — et tant mieux !

Mélenchon, par sa position et son aura, ne capture-t-il pas, malgré tout et peut-être malgré lui, la diversité analytique de La France insoumise ?

La sphère médiatique, telle qu'elle s'organise, concentre toute son attention sur l'excellent porte-parole qu'il est. C'est l'Histoire par en haut et celle des grands hommes, oui. Et c'est, du coup, réducteur pour le mouvement.

Un des axes de votre mouvement est « l'économie de la mer ». Ce qui implique de posséder un grand espace maritime — donc, pour l'Hexagone, de garder la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion ou la Nouvelle-Calédonie. Donc, en clair ou en creux, de s'opposer à l'indépendance de ces territoires…

C'est une question très intéressante. La France est la deuxième puissance maritime mondiale car, en effet, elle possède des restes de son empire. On a produit un livret sur l'Outre-mer, que je trouve très abouti. À la LCR, on était favorables à l'indépendance immédiate, de manière très théorique ; nous, on s'interroge sur la façon de développer de manière *endogène* ces sociétés. Aujourd'hui, la France, c'est ça. Il faut donc réfléchir à partir de cette situation. On est pour régler la question calédonienne par un référendum sur l'indépendance, déjà, mais, ailleurs, il n'existe aucun mouvement indépendantiste de masse. Prenez le dernier mouvement en Guyane : on a pris une position très claire de soutien. Jean-Luc a appuyé les Guyanais en lutte de manière inconditionnelle. Ils ne veulent pas l'indépendance mais le respect des droits et l'égalité *en tant que Français.* On peut dire, ici, qu'on est pour l'indépendance, mais qui es-tu pour juger de ça à la place des Guyanais ? Imaginons que Besancenot soit président : il ne pourra pas décréter l'indépendance de la Martinique tout seul.



Stéphane Burlot | Ballast

Valeurs actuelles a titré que vous étiez une « _proche des Indigènes de la République_ » — parti dont l'un des cadres a pourtant récemment qualifié Mélenchon de « _jean-foutre_ » laïcard qui propage ses « _délires sur la colonisation_ ». Qu'en est-il vraiment ?

Je respecte et je reconnais la diversité du mouvement antiraciste. Je ne suis pas au PIR : je n'en ai ni honte, ni fierté. Je les considère comme des camarades car je les ai rencontrés au sein de ce mouvement. On a des combats communs même si on n'est pas d'accord et qu'on a plein de débats. Je ne partage pas leur vision stratégique, que je trouve limitée, mais il faut qu'il existe des militants concentrés sur une seule cause particulière. Je sais bien que le PIR est un épouvantail. Je connais Houria Bouteldja et on se respecte malgré nos divergences. Ça peut poser problème, autour de moi, mais je ne vais pas me renier.

Vous vous revendiquez clairement de l'intersectionnalité, que le PIR dénonce comme une « _divinité à trois têtes_ ».

« On ne va pas dire à ceux qui subissent le racisme de quelle "bonne" manière ils doivent réagir : les opprimés s'autodéfinissent. »

Ça fait justement partie des désaccords qu'on a depuis longtemps. Au même titre que la vision de Bouteldja sur les mariages mixtes. Mais ce sont des débats qu'on découvre, ici, en retard : ils existent depuis bien longtemps aux États-Unis ! Il y a une grande méconnaissance sur ces sujets. Avec qui s'allier ? Il faut des moments sans « les autres », pour apprendre, se réapprendre ; il faut des va-et-vient, une dynamique. Le mouvement antiraciste français est très divers : quel est le problème ? On peut avoir des désaccords très durs, mais ça existe. Se focaliser, avec tant de passion, sur le PIR, c'est parfois un moyen de ne pas vouloir voir derrière eux, au-delà, ce qu'ils portent et représentent. Pour tout vous dire, je n'ai pas même pas lu le livre de Bouteldja. Mais je trouve fou qu'il faille ne plus rien signer dès le moment où le PIR signe ! On signe bien des textes avec des gens du PS, parti qui a défendu les politiques qu'on sait ! On peut décider de rayer, dans nos têtes, Bouteldja du camp de l'émancipation : il n'empêche qu'elle en est, sur le terrain. Elle n'est pas fasciste, me semble-t-il ; elle n'est pas, à l'heure qu'il est, passée à l'ennemi. Des camarades me disent le contraire. Est-ce que ça fait de moi la cinquième colonne du mouvement social ? On peut débattre à l'infini mais qui se fait cracher dessus ? qui s'est fait violer ? On ne va pas dire à ceux qui subissent le racisme de quelle « bonne » manière ils doivent réagir. Les opprimés s'autodéfinissent. Et voilà. On peut parler mais qui fait campagne pour les *chibanis* [« *anciens* », « *vieux* », *en arabe, ndlr*] ? On peut s'étonner de l'existence du PIR, mais vous avez fait quoi, dans les luttes, auparavant, pour combler ce « vide » ? On peut refuser d'aller à une manif' où marche le PIR mais quelle autre mobilisation avez-vous organisée ? Faisons le taf, et on aura la légitimité de critiquer comme on veut les Indigènes de la République.

Sinon, pour conclure, Madame la députée, il paraît que vous kiffez Beyoncé ?

(*elle éclate de rire*) Je kiffe et je critique ! Elle est pleine de contradictions. Mais l'image d'elle, sur MTV Music Awards, avec « *Feminist* » écrit en grand, c'est celle que j'ai en fond d'écran de mon téléphone ! (*rires*) Mais, oui, c'est une capitaliste. Comme toutes les stars.

Toutes les photographies sont de Stéphane Burlot, pour Ballast.